

Rapport sur le produit intérieur brut
(PIB) romand, 7 mai 2009



Introduction

Le produit intérieur brut (PIB) est un outil de pilotage macroéconomique. Il permet aux autorités et aux entreprises de comparer leurs performances par rapport à celles d'une ou de plusieurs autres collectivités, régions et/ou pays. Il permet également d'étudier l'évolution de cette performance au fil des ans pour une région ou une autre. Depuis 2008, cet outil est disponible de façon agrégée pour les six cantons romands et les données ont été calculées pour leurs principales branches d'activités. Cette année, cet indicateur est complété, pour la première fois, par une prévision de la valeur ajoutée de la Suisse romande pour 2009 et 2010.

Le PIB romand pour 2008 et les prévisions 2009 et 2010 ont été calculés en mars et en avril 2009 par l'Institut Créa de macroéconomie appliquée de l'Université de Lausanne, sur mandat des six banques cantonales. Il est publié en collaboration avec le Forum des 100 de «L'Hebdo». En voici les points essentiels.

En 2008, la Suisse romande c'est...

- un PIB nominal de 127 milliards de francs
- un PIB nominal en hausse de 4% par rapport à 2007
- un quart (24%) du PIB nominal suisse
- une croissance économique réelle de 1,8%
- un dynamisme retrouvé du secteur industriel

En 2009, le PIB de la Suisse romande devrait...

- reculer de 1,2% en termes réels
- résister mieux que celui de la Suisse

En 2010, le PIB de la Suisse romande devrait...

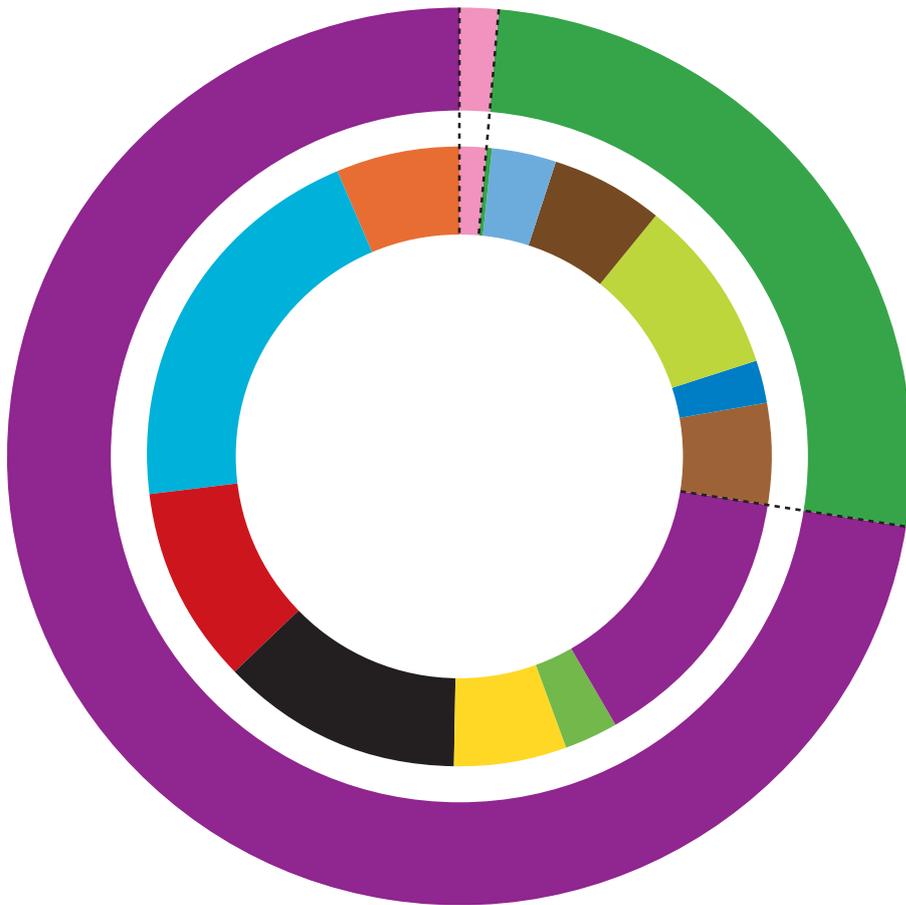
- rebondir mieux que celui de la Suisse
- progresser en termes réels de 1,1%

Bonne lecture.

Décomposition du PIB romand en 2008 (nominal en %)

Primaire	1,6%
Agriculture	1,6%
Secondaire	26,03%
Industries extractives	0,1%
Alimentation, textile, cuir, bois, papier, édition...	3,4%
Chimie, caoutchouc, verre, pierre, métallurgie...	5,9%
Fabrication de machines, équipements, instruments...	9,0%
Production et distribution d'électricité et d'eau	2,4%
Construction	5,2%
Tertiaire	72,37%
Commerce de gros et de détail, réparation...	14,3%
Hôtellerie et restauration	2,6%
Transports, postes et télécommunications	5,8%
Activités financières et assurances	12,6%
Activités immobilières, services aux entreprises...	10,2%
Administration publique, santé, éducation, sports...	20,7%
Autres (y c. location d'immeubles par le propriétaire)	6,2%

Note: extérieur: trois secteurs économiques;
intérieur: détails.



Les principaux résultats du PIB romand 2008

Coup de frein conjoncturel!

Pour l'économie de Suisse romande, comme pour celle de la Suisse, c'est sans doute dans le courant de l'automne 2008 que le ralentissement conjoncturel s'est produit. La brutalité du retournement est particulièrement visible: en termes réels, la croissance économique des six cantons romands est passée de 3,1% en 2007 à 1,8% l'an passé, à peine légèrement supérieure au taux de progression du PIB suisse (+ 1,6%). C'est presque une diminution de moitié!

Ce retournement pèse évidemment sur le rythme annuel de croissance de l'économie romande. Sur dix ans, celui-ci ralentit en effet à 2,14% l'an. C'est légèrement supérieur – mais supérieur quand même! – au rythme de croissance de l'économie suisse (+1,96% l'an). Cela confirme que la bonne diversification du terreau économique romand la rend plus fertile que l'ensemble suisse. Par ailleurs, ce rythme a été particulièrement alimenté par la bonne santé du secondaire (+ 2,4% de croissance moyenne annuelle) et, plus modestement, par celle du tertiaire (+ 2% de croissance moyenne annuelle).

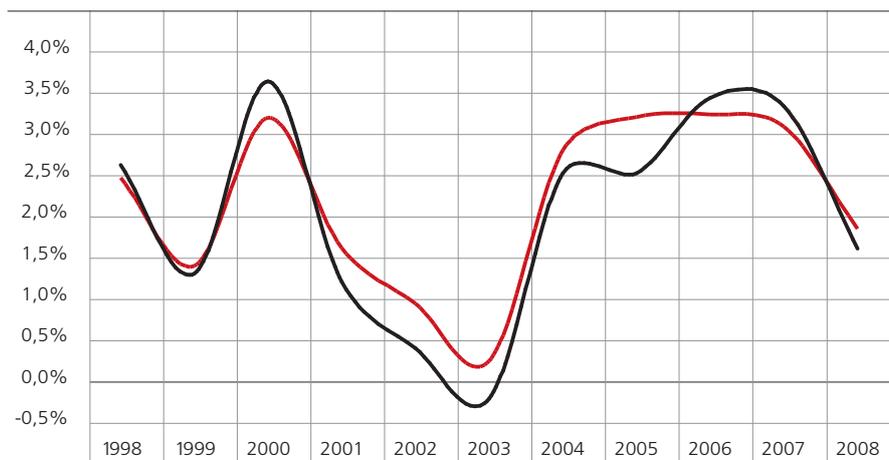
Dans le secondaire, la valeur ajoutée de la seule composante industrielle a progressé en moyenne de 2,6% par an, ce qui confirme qu'un des poumons économiques de la Suisse romande est sa structure industrielle. Laquelle est essentiellement constituée d'entreprises actives dans les domaines des moyennes et hautes technologies, par ailleurs très exportatrices.

L'économie romande continue à faire preuve d'une très bonne vitalité. Elle a réussi à garder un bon rythme de croisière entre 2005 et 2007, avec des taux de croissance réels supérieurs à 3%, qui ont parfois entraîné de sévères problèmes d'utilisation des capacités de production pour les entreprises. En 2008, grâce à la diversification de ses activités entre les différents cantons et au coussin amortisseur que constitue l'administration, la Suisse romande a pu aussi «limiter la casse». Son économie est restée en phase avec l'économie suisse. Elle a commencé à reculer en même temps que cette dernière, mais malheureusement tout aussi brutalement! A fin 2008, l'image que donne l'économie romande est donc celle d'une machine bien huilée dont le rythme de croissance est victime d'un coup de frein conjoncturel.

Evolution comparée des PIB romand et suisse (réels)

— Croissance annuelle du PIB romand
— Croissance annuelle du PIB suisse

Source: Créa/BCV (pour toutes les données et graphiques de ce document, sauf quand une autre source est indiquée)



Suisse romande, la réindustrialisation en marche

La composition de l'économie suisse romande reste stable. Le secteur primaire baisse en intensité: en 2008, il ne pèse plus que 1,6% de la valeur ajoutée romande. Celle-ci est toujours dominée par le secteur des services, qui représente un peu plus de cinq francs de valeur ajoutée sur dix (52%). Cette proportion est la même qu'en 1998. En revanche, la part de l'administration diminue de près d'un point de pourcentage, baissant de 21,5% à 20,7% de la valeur ajoutée nominale romande. Ce recul s'explique essentiellement par le dynamisme retrouvé du secteur secondaire romand. En dix ans, la part du secondaire a en effet gagné plus d'un point de pourcentage en termes de valeur ajoutée nominale, passant de 19,7% à 20,9%, ce qui est une proportion très similaire à celle que représente le secteur industriel dans l'économie suisse. C'est bien sûr le reflet d'une décennie de croissance économique. L'autre gagnant de cette période est le secteur de la construction. Sous l'effet du dynamisme économique et démographique de la région, le bâtiment fait plus qu'aller: sa part à la valeur ajoutée nominale romande est passée de 4,7% à 5,2%.

Composition comparée des PIB suisse et suisse romand

	CH	SR
Agriculture	1%	1%
Industries extractives	0,17%	0,09%
Alimentation, textile, cuir, bois, papier, édition	4%	3%
Chimie, caoutchouc, verre, pierre, métallurgie	7%	6%
Fabrication de machines, équipements, instruments	8%	9%
Production et distribution d'électricité, d'eau	2%	2%
Construction	6%	5%
Commerce de gros et de détail, réparation	13%	14%
Hôtellerie et restauration	2%	3%
Transports, postes et télécommunications	6%	6%
Activités financières et assurances	13%	13%
Activités immobilières, services aux entreprises	11%	10%
Administration publique	20%	21%
Autres (y c. location d'immeubles par le propriétaire)	7%	6%

Note: périphérie, Suisse; centre, Suisse romande



L'amélioration attendue de l'économie romande

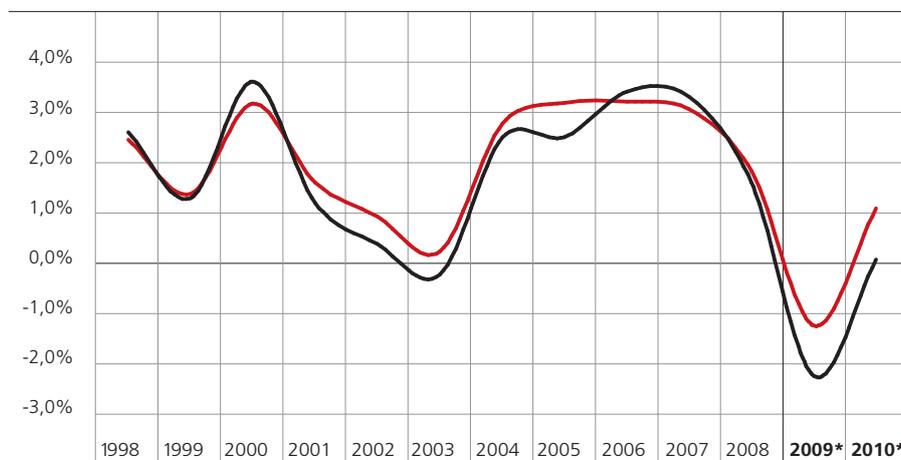
Selon le modèle de prévisions de l'Institut Créa, l'économie romande n'échappera pas à la récession qui a frappé la Suisse dès le quatrième trimestre de 2008. Les augures conjoncturels romands sont formels:

- en 2009, l'économie romande devrait régresser en termes réels de 1,2%!
C'est mieux, bien mieux, que les prévisions du Secrétariat d'Etat à l'économie (Seco) qui prévoient un recul de la croissance de 2,2% en Suisse pour l'année en cours. Comment peut-on expliquer la meilleure résilience du «carré romand»? D'abord, parce que l'économie romande est globalement très bien diversifiée. Ensuite, parce que le poids du secteur public (administration – santé – sport) joue un rôle évident d'amortisseur conjoncturel.
Ceci aura deux effets majeurs convergents:
 - l'activité du secondaire, construction comprise, dont la valeur ajoutée réelle ne régressera que de 0,7% devrait compenser le mauvais comportement du tertiaire hors-administration, dont la valeur ajoutée réelle reculera en 2009 de 1,9%;
 - dans le tertiaire, la valeur ajoutée réelle de l'administration, qui représente 21% de la valeur ajoutée romande totale, continuera à progresser en 2009 avec un rythme supérieur à 1%.
- en 2010, la croissance économique romande devrait être de 1,1%.
A nouveau, il s'agit d'un taux de croissance d'un point de pourcentage supérieur à celui qui est anticipé par le Seco pour l'économie suisse. Comment l'expliquer? D'une part, par la résilience du secondaire, construction comprise, qui devrait largement profiter d'une reprise économique globale annoncée par tous les instituts de prévision pour le début de l'année prochaine. D'autre part, par la reprise du secteur tertiaire hors-administration dont le rebond viendra notamment de celui de l'industrie financière.

Evolution comparée des PIB prévisionnels romand et suisse (réels)

— Croissance annuelle du PIB romand
— Croissance annuelle du PIB suisse

*Projections



Tendances de la valeur ajoutée réelle / secteurs

	Tendances sectorielles pour 2009	Tendances sectorielles pour 2010
+0,5% à +2%	Production & distribution d'électricité & eau Construction Commerce Administration	Chimie, métallurgie Machines, équipements Construction Commerce Transports Finances Administration
0,5% à +0,5%	Transports	Alimentation, textile
-0,5% à -2%	Alimentation, textile Chimie, métallurgie Machines, équipements	Hôtellerie-restauration
<-2%	Agriculture Extraction Hôtellerie-restauration Finances Services aux entreprises	Agriculture Extraction Production et distribution d'électricité et eau Services aux entreprises

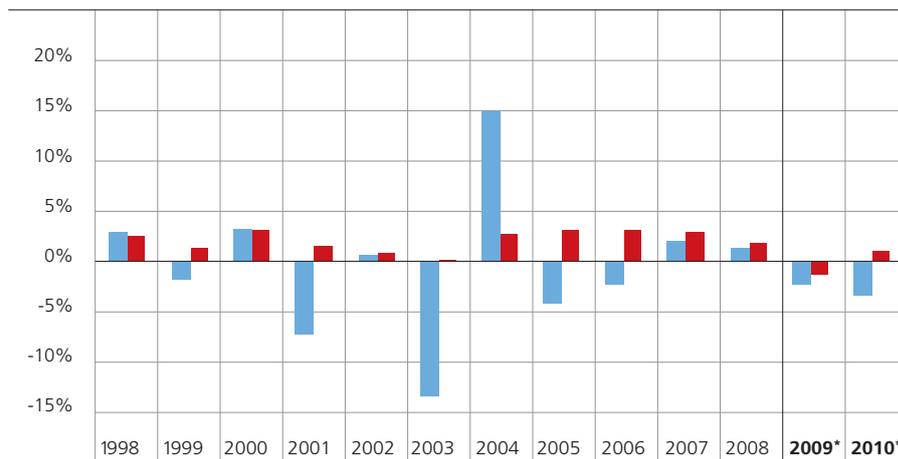
PIB 2008 et prévisions 2009 & 2010 par secteur économique

Primaire: l'érosion continue

La réduction du secteur primaire romand s'est poursuivie en 2008. Au niveau romand, ce secteur représente encore 1,6% de la valeur ajoutée de notre région. Sur les dix dernières années, on constate une forte volatilité de ce secteur. Celle-ci a été alimentée par la sécheresse en 2003: la perte de substance cette année-là a été compensée en 2004 par une forte reprise. Mais globalement, la tendance est à l'érosion. En termes de prévisions, cela devrait perdurer, avec une perte de valeur ajoutée réelle supérieure à 2% cette année et à 3% l'an prochain pour toute la région. Ce phénomène sera plus ou moins prononcé selon les cantons. Il devrait ainsi rester dans la moyenne romande pour Vaud, Genève, le Valais et Fribourg. Mais il devrait être plus prononcé pour les cantons de Neuchâtel et du Jura, deux cantons où le secteur primaire ne représente plus que 1% de la valeur ajoutée cantonale.

Evolution comparée du secteur primaire et du PIB romands (réel)

— Primaire
— Suisse romande
*Projections

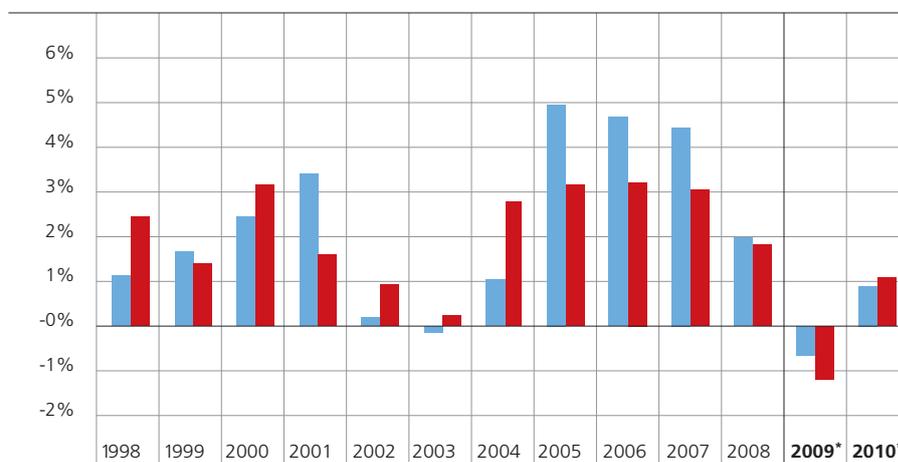


Secondaire: une dynamique résistante

Ces dernières années, la croissance du secteur secondaire a été rapide, notamment dans les branches exportatrices (machines, équipements, instruments, chimie, horlogerie). En 2008, le secteur secondaire représente ainsi plus du quart de la valeur ajoutée créée. Ce dynamisme transparaît dans ses rythmes de croissance, notamment de 2005 à 2007. Certains pourraient même parler «d'emballement». D'ailleurs, certaines branches industrielles ont connu des périodes évidentes de surchauffe. En 2008, touché par la crise apparue brutalement à l'automne, le secondaire romand a encore gardé un rythme de croissance légèrement plus élevé que celui de l'économie romande, tous secteurs confondus. Les prévisions pour 2009 et 2010 montrent une dégradation. En 2009, la croissance du secteur sera négative, d'environ 1%; elle devrait reprendre dès l'an prochain. Cela peut s'expliquer par une bonne diversification du secteur secondaire romand, notamment par l'importance de certaines branches résistantes aux cycles et par la vigueur des branches exportatrices qui «plient mais ne rompent pas» face aux crises.

Evolution comparée du secteur secondaire et du PIB romands (réel)

— Secondaire
— Suisse romande
*Projections



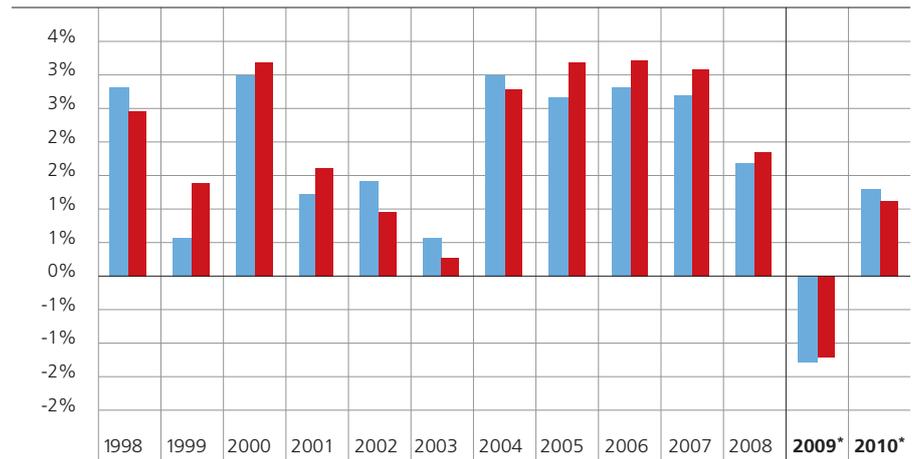
Tertiaire: la consommation, support de croissance

Le tertiaire pèse 72% de la valeur ajoutée romande. De cette proportion, environ 20% relèvent de l'administration et des branches paraétatiques (santé et sports). Sa vitalité, notamment quand on exclut l'administration, dépend de celle de ses composantes les plus importantes: le commerce de gros et de détail, les industries financières et les services aux entreprises. Dans tous les cantons romands, où la confiance des consommateurs est restée élevée en 2008, la vigueur du commerce a été un support de croissance. La vigueur de cette branche a très certainement permis de compenser une partie du recul de l'industrie financière (-3% dans le canton de Vaud et -6% à Genève). En 2009, ceci ne changera pas. Sous l'effet de la crise économique, le climat de consommation des Romands devrait ultérieurement s'assombrir et le rythme de croissance de la branche du commerce sera divisé par trois alors que l'industrie financière devrait continuer à souffrir. En 2010, la finance devrait retrouver un certain tonus en Suisse romande sous l'impulsion de ses places financières. Cela donnera une bonne impulsion à l'économie tertiaire régionale.

Evolution comparée du secteur tertiaire et du PIB romands (réel)

— Tertiaire
— Suisse romande

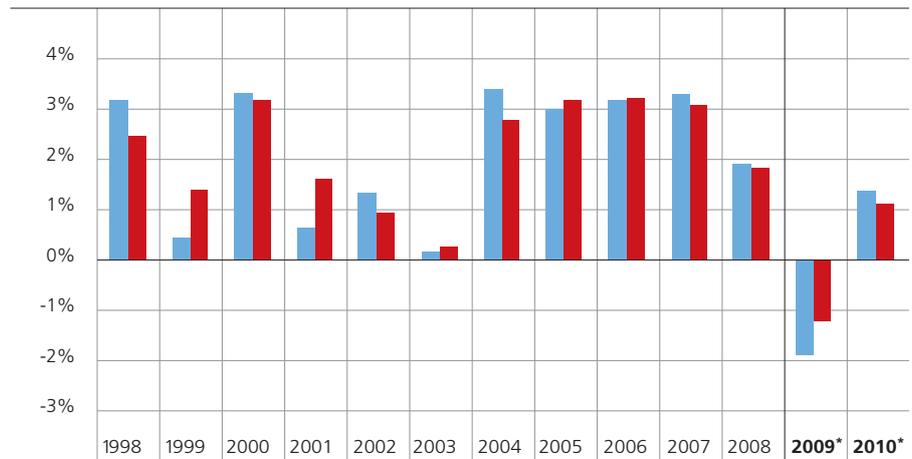
*Projections



Evolution comparée du tertiaire hors-administration et du PIB romands (réel)

— Tertiaire hors-administration
— Suisse romande

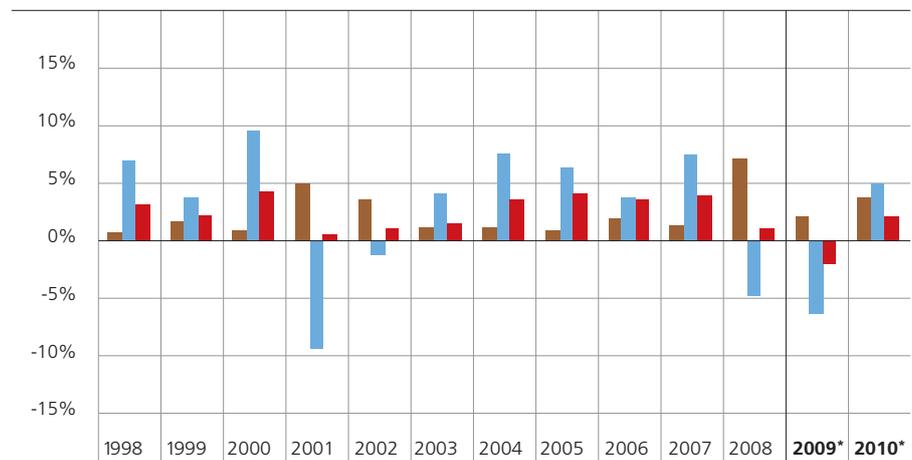
*Projections



Evolution comparée du commerce, de l'industrie financière et du PIB romands (réel)

— Commerce
— Industrie financière
— Suisse romande

*Projections



Construction: l'effet lémanique

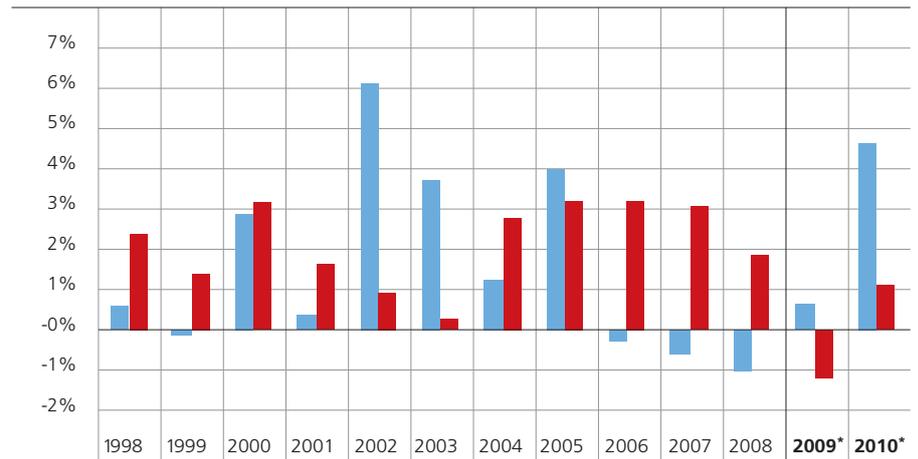
Après avoir flambé de 2002 à 2005, la construction a eu un passage à vide les trois années suivantes. Le rythme annuel moyen de progression de sa valeur ajoutée réelle (1,5% par an depuis 1998) a été sérieusement mis à mal entre 2006 et 2008 par son recul prononcé dans les cantons de Vaud et Genève, qui représentent près de 60% de la valeur ajoutée romande dans la construction, et en Valais, où cette branche pèse 20% du total romand.

Certes, il s'agit d'un taux de recul s'appliquant à une activité qui est à un niveau très élevé. De plus, on pourrait sans doute expliquer ce phénomène par les lourdeurs administratives, qui ralentissent la réalisation des projets ainsi que par une suractivité dans cette branche. La pénurie grandissante de terrains disponibles pour réaliser des projets immobiliers joue aussi un rôle, qui se traduit par une tension sur les prix. Les perspectives semblent meilleures pour 2009 et 2010, avec un départ à la hausse de ce secteur: dans les cantons de Genève, Vaud et du Valais la croissance de cette branche devrait être proche de 5% ou supérieure à ce niveau en 2010.

Evolution comparée de la construction et du PIB romands (réel)

— Construction
— Suisse romande

*Projections



Branches industrielles: le stimulus économique romand

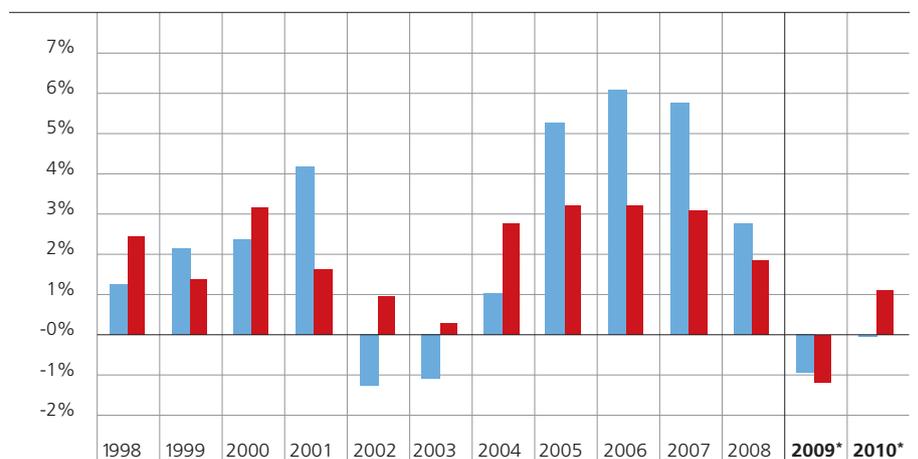
En 2008 les branches industrielles représentaient 21% de la valeur ajoutée romande. Tendence: à la hausse!

Le graphique ci-dessous montre comment elles ont contribué ces dernières années à la création de valeur en Suisse romande. De 2005 à 2007, leur rythme de croissance a parfois été le double de celui de la Suisse romande. Ceci s'explique par le dynamisme des industries exportatrices, notamment les branches des instruments, des machines, de l'horlogerie ou de la chimie et métallurgie. Dans certains cantons, la proportion de ces branches est très élevée. A Neuchâtel, elles représentent près du tiers (32%) de la valeur ajoutée; dans le Jura, elles dépassent cette proportion (36%). En Valais, la proportion de la branche de la chimie dans la valeur ajoutée cantonale est proche de 15%. Les branches industrielles ont tellement alimenté la croissance de la valeur ajoutée romande que le recul prévisible de leur développement en 2009 et la stagnation qui devrait suivre en 2010 auront vraisemblablement un effet négatif sur les performances économiques romandes ces deux prochaines années.

Evolution comparée de l'industrie et du PIB romands (réel)

— Industrie
— Suisse romande

*Projections



Hôtellerie et restauration: un symbole volatil

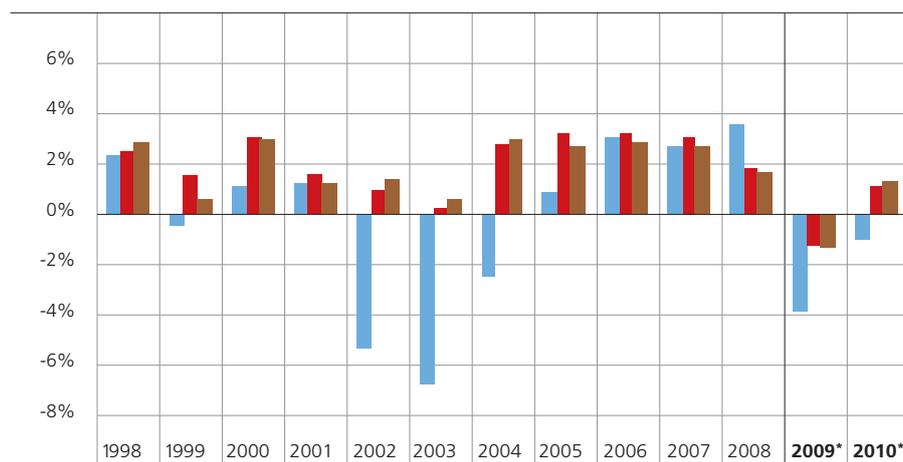
La composante principale du tourisme romand ne représente toujours qu'à peine 3% de la valeur ajoutée régionale. Pourtant, sa valeur symbolique est importante. Or, ces dernières années (entre 2005 et 2008), cette branche a repris certaines couleurs. Notamment en 2008 et sous l'effet d'une bonne saison hivernale, sa valeur ajoutée réelle a progressé de 3,5%, soit à un rythme nettement plus élevé que la croissance annuelle moyenne du PIB réel romand.

En revanche, victime du ralentissement conjoncturel, cette branche devrait être fortement pénalisée en 2009 et ne remonter que difficilement la pente en 2010. En Valais, par exemple, où la valeur ajoutée réelle de l'hôtellerie-restauration a progressé de 3,5% en 2008 sous l'influence d'une excellente année en termes de nuitées hôtelières, elle devrait à nouveau reculer en 2009 et l'an prochain.

Evolution comparée de l'hôtellerie-restauration, du tertiaire et du PIB romands (réel)

— Hôtellerie-restauration
— Tertiaire romand
— Suisse romande

*Projections



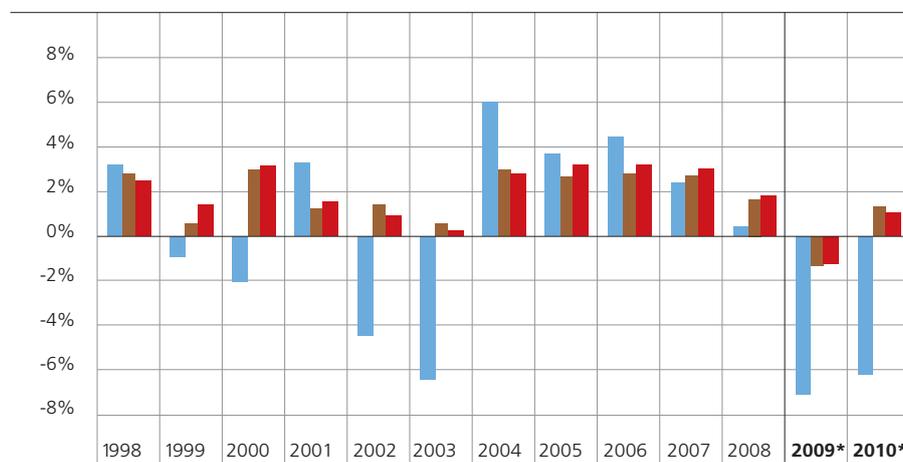
Services aux entreprises: avis de tempête!

La branche des services aux entreprises pèse environ 10% de la valeur ajoutée romande. Elle est très sensible aux cycles économiques dans la mesure où elle dépend fortement du dynamisme d'autres branches économiques, par exemple de celui de l'industrie financière; avec l'arrivée brutale de la crise économique en 2008, elle en a subi de plein fouet les retombées. Ainsi, le taux de croissance de la valeur ajoutée réelle de cette branche est brutalement passé de 4,4% en 2006 à 0,4% en 2008 après avoir déjà subi un sérieux coup de frein en 2007. Cette tendance est particulièrement remarquable dans les deux cantons (Vaud et Genève) où cette branche est relativement importante (12% des valeurs ajoutées cantonales): là, le taux de croissance de cette activité a été quasiment réduit à zéro entre 2006, où il était proche de 5%, et 2008. Pour 2009 et 2010, cette branche devrait faire face à une vraie tempête et afficher les taux les plus négatifs de Suisse romande: cette activité devrait en effet voir sa valeur ajoutée réelle diminuer d'environ 7%. Ceci sera particulièrement vrai dans les cantons de Vaud et de Genève.

Evolution comparée des services aux entreprises, du tertiaire et du PIB romands (réel)

— Services aux entreprises
— Tertiaire
— Suisse romande

*Projections



PIB 2008 et prévisions 2009 & 2010 en perspective cantonale

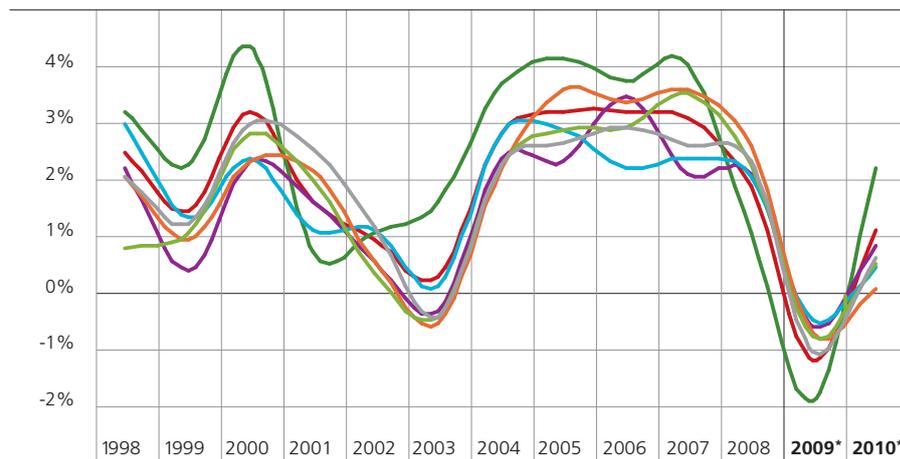
L'exception genevoise

Dans ce tableau de l'évolution des PIB cantonaux sur dix ans, complété des prévisions sur 2009 et 2010, on constate bien sûr que tous les cantons évoluent en phase les uns avec les autres autour d'une ligne verte représentant le rythme de la croissance romande. Seul Genève (ligne jaune) se démarque. Dans les phases de croissance, par exemple entre 2003 et 2007, l'importance de son industrie financière le fait se distancer économiquement des autres cantons romands. En revanche, quand la crise survient, comme on le voit très bien en 2007 et en 2008, l'impact négatif sur ce secteur fait reculer Genève nettement plus vite que les autres cantons. A contrario, ce canton qui représente 33% de la valeur ajoutée totale de Suisse romande, devrait jouer en 2010 le rôle de locomotive pour toute la région en profitant à plein d'une éventuelle reprise.

Evolution comparée des PIB cantonaux (réels)

— Suisse romande
— Vaud
— Genève
— Valais
— Fribourg
— Neuchâtel
— Jura

*Projections



(Source tableau: Créa)

Pendulaires: un poids très relatif

Une opinion souvent répandue voudrait que les pendulaires¹ aient une importance extrême dans la création de valeur des cantons. Ainsi, le fait que les frontaliers viennent en masse travailler sur Genève, à Neuchâtel ou dans le Jura, ou encore que les Vaudois créent plus de valeur à Genève que chez eux ou que les Fribourgeois envahiraient les entreprises vaudoises serait un facteur économique décisif. Or, selon les estimations du Créa, ce facteur est plus que relatif. Sur la base des statistiques sur les pendulaires, qui comprennent les pendulaires extra- et intra-romands, et des résultats du dernier recensement fédéral des entreprises disponible et réalisé en 2005, on peut ainsi évaluer le poids des pendulaires dans la valeur ajoutée des cantons romands aux chiffres suivants:

GE	VD	VS	FR	NE	JU
approx. 25%	approx. 10%	approx. 5%	approx. 10%	approx. 15%	approx. 15%

Au total, cela ferait donc environ 19 milliards de francs de valeur ajoutée créée par les seuls pendulaires. Ceci correspond à 15% de la valeur ajoutée nominale de Suisse romande en 2008.

¹Selon l'OFS, le terme pendulaire englobe les personnes actives occupées âgées de 15 ans et plus ainsi que les personnes en formation qui quittent leur domicile pour se rendre sur leur lieu de travail ou de formation; les actifs occupés, Suisses et frontaliers, ainsi que les écoliers et étudiants sont compris dans cette définition.

La forte valeur ajoutée au bout du lac

En 2008, Genève est le canton qui a créé le plus de valeur ajoutée par habitant en Suisse romande par rapport à sa population: ce canton héberge un peu plus de deux Romands sur dix et a produit plus de trois francs sur dix de la valeur ajoutée de Suisse romande. Cela s'explique par l'importance de son secteur financier et des services aux entreprises, deux branches fortement créatrices de valeur. Pourtant, en 2008, Genève était déjà plus touché par le retournement conjoncturel que les autres cantons: sa valeur ajoutée par habitant a moins bien progressé (+1,3%) que celle des autres cantons et que la moyenne de la Suisse romande (+2,8%). Dans les cantons de Neuchâtel et du Jura, où l'industrie d'exportation a continué à faire de bonnes affaires pendant la plus grande partie de l'année, la valeur ajoutée par habitant a progressé en 2008 bien mieux que la moyenne romande et, surtout, que celle des autres cantons.

Evolution du PIB par habitant

(classement selon le PIB cantonal 2008)

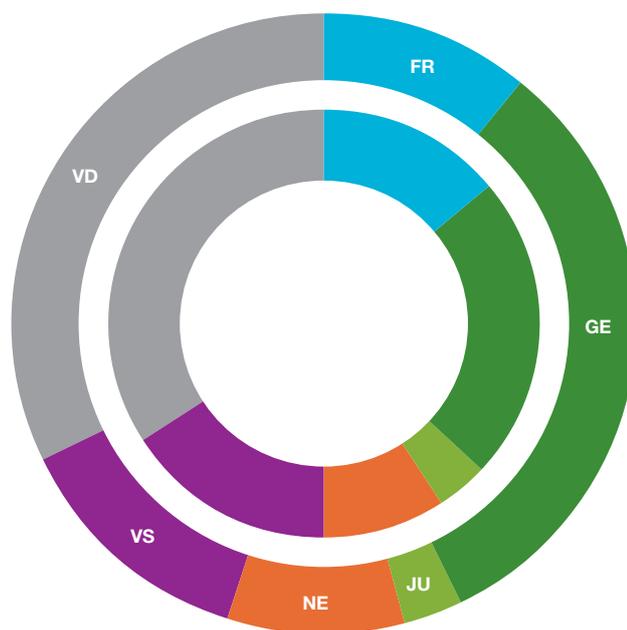
*Note: par rapport à notre étude PIB 2008, le PIB nominal est ici calculé après impôts sur les produits et moins les subventions.

Régions	PIB cantonal (mio de francs, 2007)	PIB cantonal (mios CHF, 2008)	PIB/hbt CHF, 2007	PIB/hbt CHF, 2008	Différence (%)
Genève	40 058	41 292	91 415	92 624	1,3%
Vaud	38 332	39 985	57 042	58 075	1,8%
Valais	15 743	16 472	52 723	54 327	3%
Fribourg	12 732	13 315	48 374	49 664	2,7%
Neuchâtel	10 776	11 362	63 463	66 717	5,1%
Jura	4 137	4 363	59 440	62 328	4,9%
Suisse romande	121 778*	126 789	63 711	65 157	2,8%

Comparaison de la part de la population et de la part du PIB par canton

	Part de la population (centre du graphique)	Part du PIB nominal* (périphérie du graphique)
■ Vaud	34%	32%
■ Genève	23%	32%
■ Valais	16%	13%
■ Fribourg	14%	11%
■ Neuchâtel	9%	9%
■ Jura	4%	3%

*Part du PIB nominal après impôts sur les produits et moins les subventions



La Romandie plie mais ne rompt pas!

L'an passé, nous avons montré quelles étaient les activités principales dans les différents cantons romands (hors secteur public et hors commerce). Cette année, les graphiques suivants permettent de voir quelle a été l'évolution de la valeur ajoutée réelle de ces secteurs d'activité ces dix dernières années en comparaison avec celle de leur canton respectif et de la Suisse romande. S'y ajoutent les prévisions, pour chacun de ces éléments, pour 2009 et 2010.

Des six graphiques qui illustrent cette réalité régionale, on peut tirer quelques éléments essentiels:

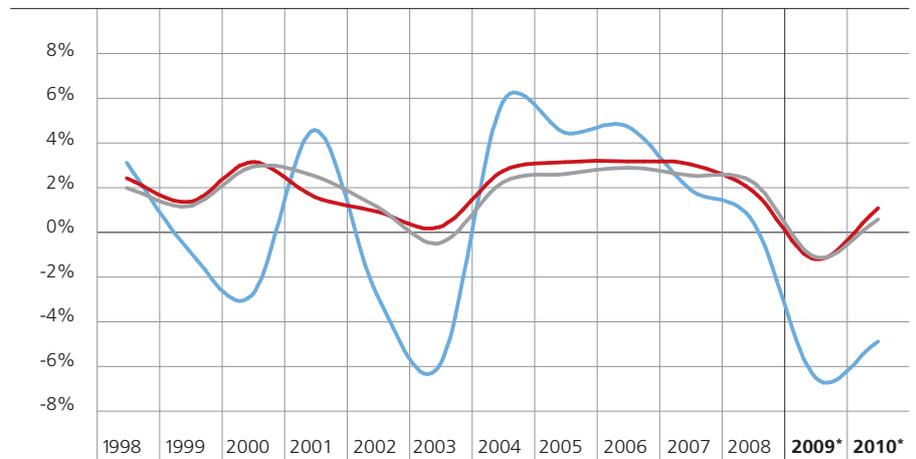
- la très forte correction qui s'exerce depuis l'an passé et va continuer à s'exercer en 2009 et 2010 sur la branche des machines et équipements dans les cantons (Fribourg, Neuchâtel et Jura) dont elle est l'activité principale;
- l'effet très négatif que jouera le comportement des branches des services aux entreprises (pour Vaud) et de l'industrie financière (pour Genève);
- la forte résistance de la branche chimie, particulièrement visible en Valais et bénéfique à ce canton; cet effet devrait aussi profiter à Genève et à Vaud, où la chimie est une branche du secondaire relativement importante.

Vaud

Evolution comparée de la branche vaudoise des services aux entreprises et du PIB romand (réel)

— Services aux entreprises
— Suisse romande
— Vaud

*Projections

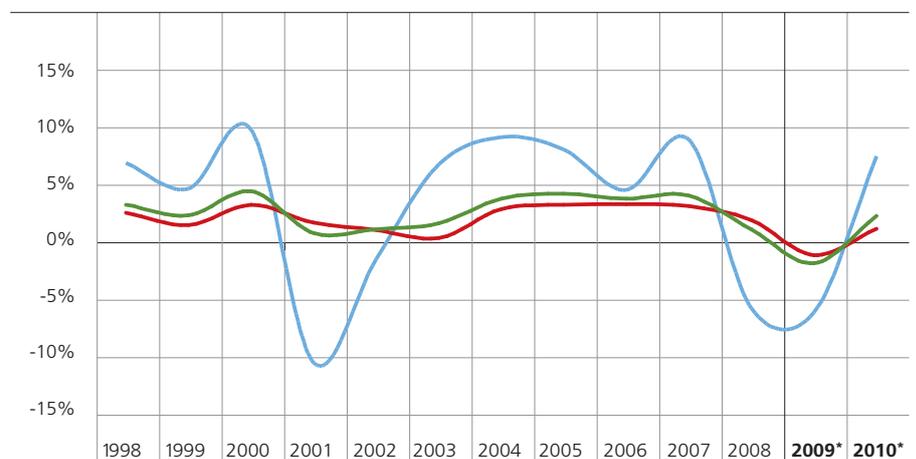


Genève

Evolution comparée de l'industrie financière à Genève et des PIB romand et genevois (réels)

— Industrie financière - GE
— Suisse romande
— Genève

*Projections

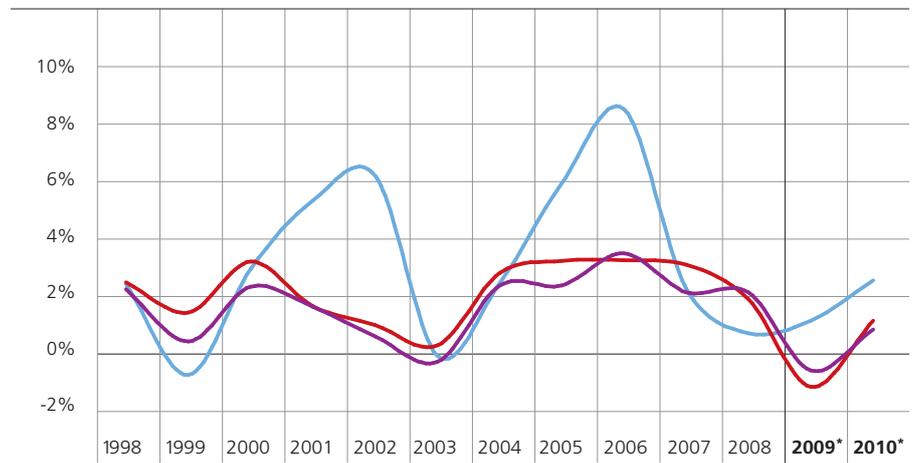


Valais

Evolution comparée de la branche chimie et des PIB valaisan et romand (réels)

— Chimie - VS
— Suisse romande
— Valais

*Projections

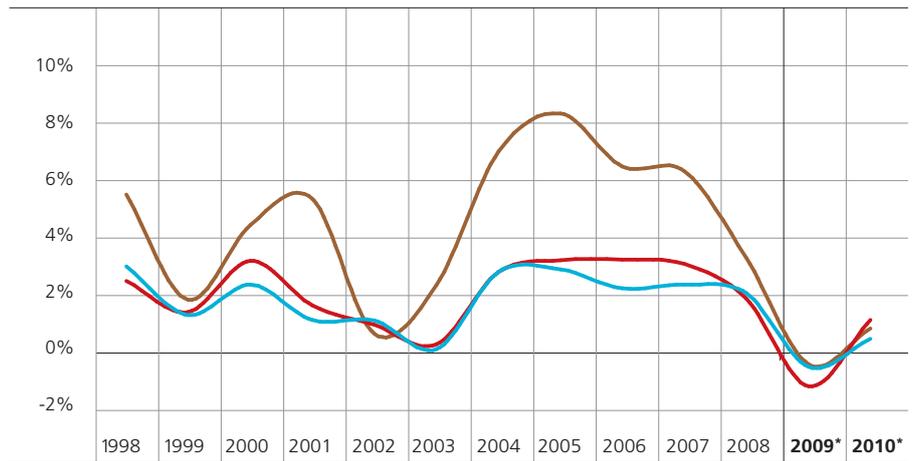


Fribourg

Evolution comparée de la branche machines, équipements, instruments et des PIB de Fribourg et de Suisse romande (réels)

— Machines, équipements et instruments - FR
— Suisse romande
— Fribourg

*Projections

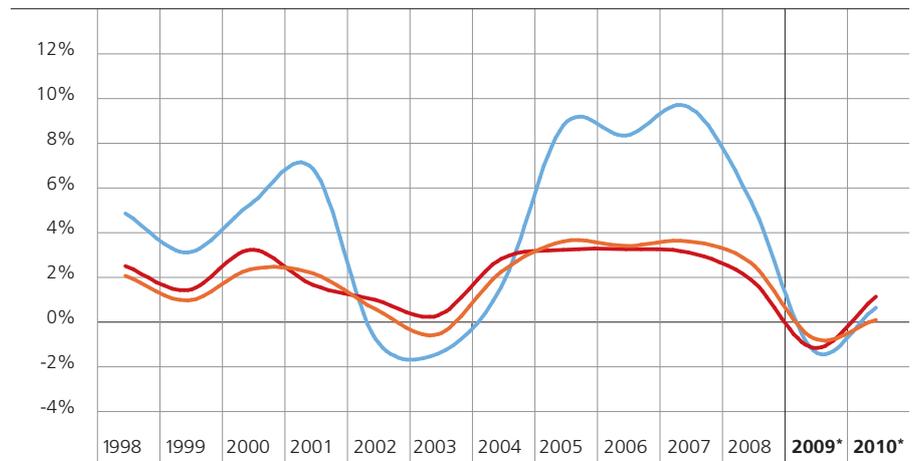


Neuchâtel

Evolution comparée de la branche machines, équipements, instruments et des PIB de Suisse romande et de Neuchâtel (réels)

— Machines, équipements et instruments - NE
— Suisse romande
— Neuchâtel

*Projections

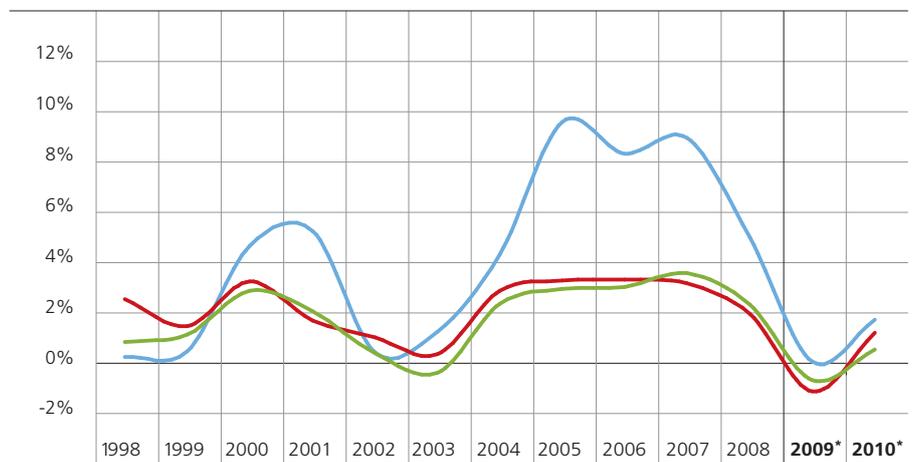


Jura

Evolution comparée de la branche machines, équipements et instruments et des PIB de Suisse romande et du Jura (réels)

— Machines, équipements et instruments - JU
— Suisse romande
— Jura

*Projections



Comment va l'économie romande? Les réponses de six entrepreneurs

Pour commenter les résultats de l'étude sur le PIB romand et discuter de la situation économique dans la région, nous avons réuni début avril six entrepreneurs, représentant six branches économiques et les six cantons romands.

Nous leur avons demandé de jeter un regard d'ensemble sur la réalité romande, mais aussi de contribuer dans une perspective cantonale et sectorielle, de discuter de réponses possibles à la crise au niveau des entreprises comme du pays, et de faire partager leurs expériences concrètes.

La discussion a été animée par Paul Coudret, conseiller économique à la BCV, et Patrick Oberli, rédacteur en chef adjoint de L'Hebdo. Extraits.

Charles Phillot: Pour de nombreux secteurs, 2008 a été une année extraordinaire. Mais je crois que la prévision de diminution du PIB de 1 à 2% en 2009 ne correspond pas à l'expérience de nombreuses entreprises. Notamment de celles tournées vers l'exportation, qui connaissent des ruptures à deux chiffres, de 20 ou 30%, voire plus.

Patrick Delarive: Oui, il y a de très grosses différences entre les secteurs et entre les régions. Et on est confronté à beaucoup de volatilité. Mais les résultats de votre étude me rassurent. On peut dire qu'**on est revenu aux niveaux d'affaires de 2007 ou, dans certains secteurs, de 2005**, et je crois me souvenir que ces années-là, les choses n'allaient pas si mal. J'ai l'impression qu'il y a surtout eu une correction des excès. Dans l'immobilier, on reste en présence d'un taux de vacance très bas, 0.15%, et à une très forte demande de la part tant des locataires que des propriétaires.

Philippe Guénat: En tant qu'hôtelier la lecture de votre étude ne m'a pas rassuré. Les chiffres négatifs me paraissent conservateurs: la réduction des affaires dans la branche a été forte, notamment dans la restauration, les conférences et les banquets. Après trois très bonnes années, la chute a été violente. Cependant, au mois de mars, les affaires ont commencé à reprendre. L'élément nouveau, c'est l'extrême volatilité.

Jean-Marie Mure: Le mot clé est vraiment la volatilité. On assiste à des profonds changements d'habitudes, cela crée de l'incertitude. La seule réponse possible pour gérer cette volatilité est d'être plus flexible et constamment innovant.

Jean-Marc Jacot: La volatilité est là, c'est un fait, et la visibilité est très réduite. La chute des volumes est l'autre élément préoccupant, car cela va coûter des emplois. Dans le secteur où j'opère, le volume s'effondre plus rapidement que le chiffre d'affaires. On fabrique des montres plus chères, mais en moindre quantité – donc produites par moins de gens. On pourrait certes défendre l'idée qu'on est en train d'éliminer de la surcapacité, de revenir à des niveaux plus gérables. Sur le long terme c'est probablement une bonne chose. Mais à court terme cette destruction de jobs est catastrophique. Car sans revenus, il n'y a pas de consommateurs. On voit aussi émerger un certain malaise social. On est en train de recréer une forme de lutte des classes, qui va s'installer dans notre région autant qu'ailleurs. C'est grave pour un pays comme la Suisse qui a fait de la paix sociale un de ses atouts.

Phillot: Le malaise social ne me préoccupe pas trop sur le plan régional, mais on le sent clairement au niveau international. L'Europe est notre principal client: si elle va mal, l'industrie suisse d'exportation ira mal aussi. Et puis je suis d'accord avec Jacot sur le **côté catastrophique de la destruction d'emplois, parce qu'on perd ainsi un capital humain essentiel**. Espérons que certaines aides publiques nous permettront d'éviter de sabrer dans les effectifs.

Delarive: Oui, la question des ressources humaines est centrale. Les PME, ces dernières années, ont dû lutter pour trouver de bons collaborateurs, en raison de la concurrence des grandes sociétés de services. Aujourd'hui, même si nos activités ont un peu fléchi, nous voulons conserver ces collaborateurs. On peut le faire en réduisant leur taux d'activité, soit en nombre d'heures ou en pourcentage d'emploi. Dans mon entreprise, nous l'avons fait de manière proactive, en proposant à une vingtaine de personnes de réduire leur temps de travail entre 20 et 50%, pratiquement tous ont accepté et d'autres collaborateurs ont demandé à pouvoir faire de même. En fait, quand on parle avec les gens ils sont prêts à travailler moins. Et pour l'employeur, en termes de productivité, 80% n'est pas si loin de 100%.

Phillot: Peut-être sommes-nous arrivés à un point où il faudra accepter de reculer un peu. De réduire un peu les salaires, par exemple.



Charles Phillot
CEO, Frewitt SA et président,
Chambre de commerce (Fribourg)



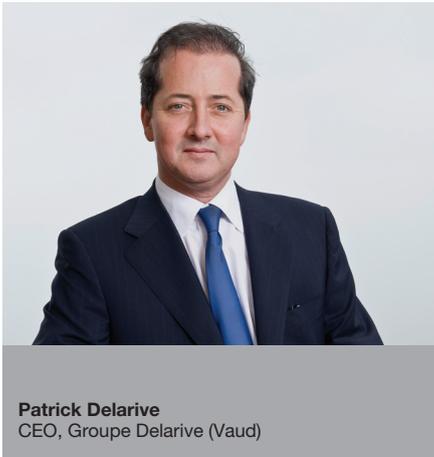
Jean-Marie Mure
Membre de la direction, BAT Switzerland SA,
site de Boncourt (Jura)



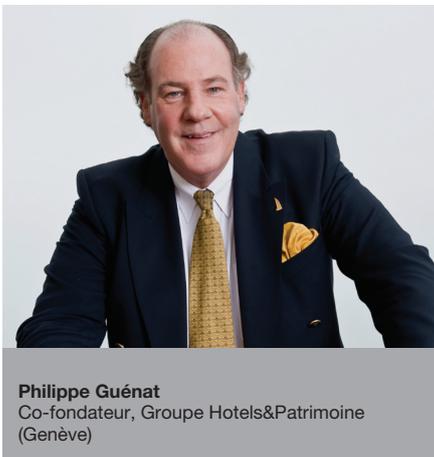
Jean-Marc Jacot
CEO, Parmigiani Fleurier
et responsable du secteur horloger,
Fondation de famille Sandoz (Neuchâtel)



Bertrand Ducrey
CEO, Debio R.P. SA (Valais)



Patrick Delarive
CEO, Groupe Delarive (Vaud)



Philippe Guénat
Co-fondateur, Groupe Hotels&Patrimoine
(Genève)

Jacot: On enregistre aussi des soubresauts de reprise dans certains pays du monde.

Bertrand Ducrey: Oui, il y a des signes qui encouragent à l'optimisme. Je pense qu'un enjeu essentiel en Suisse est de continuer à revaloriser les professions industrielles. Ce n'est que récemment que ce type d'activité a regagné une certaine aura. Dans les années 80 et 90, on avait tendance à dire que l'industrie, c'était pas terrible; que la Suisse était une terre de services. On a dévalorisé ces métiers. On entrait dans une banque avec un salaire à 6 chiffres; dans l'industrie, il se montait à peine à la moitié. L'employé bancaire, même sorti de l'apprentissage, se considérait supérieur au technicien. Magré cela, **nous avons été capables de revaloriser l'industrie, de commencer un processus de réindustrialisation.** Aux Etats-Unis, ils veulent relancer l'économie. Mais que vont-ils relancer, puisque leur industrie a été externalisée en Chine? En Suisse romande, on fait de la vraie production. On a une productivité qui est extraordinaire. Quand on compare une usine suisse avec une usine belge ou asiatique, on se rend compte que les nôtres sont plus que rentables. On est riche de ce tissu industriel, et on doit capitaliser là-dessus, créer des liens forts entre grandes écoles et industrie, tout faire pour encourager l'esprit d'entreprise.

Jacot: Nous formons trop d'étudiants qui ne correspondent pas aux besoins du marché. Ne vous méprenez pas: l'innovation par les écoles supérieures est fondamentale. Mais il faut éviter de créer une surpopulation estudiantine qui ne trouvera pas de place sur le marché. Dans le monde les facultés sont surpeuplées parce que trop de gens n'acceptent plus de faire autre chose que des études. Mais les gens qui fabriquent la richesse sont ceux qui travaillent, pas ceux qui pensent. Ceux qui pensent mettent à disposition les outils. Il faut revaloriser le travail manuel. Et l'apprentissage.

Phillot: La Suisse ne peut pas baser son économie uniquement sur la finance et les services. Elle doit rester un pays producteur. Et la base de cette force est la qualité de la formation professionnelle. **L'innovation ne se fait pas uniquement au niveau du master ou du doctorat,** très souvent elle est le fait du technicien, du spécialiste. Il faut qu'on maintienne et que l'on renforce le niveau des formations de base, par exemple du type CFC. Il n'y a pas de réponse toute faite, mais c'est clairement aussi une responsabilité des entreprises de valoriser ces métiers-là.

Jacot: Pour y parvenir, ce n'est pas très compliqué: il faut revaloriser les salaires industriels et d'apprentissage. Les salaires influencent de façon déterminante l'orientation professionnelle des jeunes.

Delarive: Chez nous, un employé sur dix est apprenti. Mais l'apprentissage aujourd'hui est encore vu comme la réponse à l'échec: ce choix professionnel n'est pas envisagé jusqu'au moment où il y a échec scolaire. Et Jacot a raison: en 30 ans le salaire de base d'un apprenti n'est passé que de 300 à 500 francs. Il y a là un problème. Dans notre entreprise, on ne les traite pas comme des apprentis, mais comme des employés en formation. On les rémunère en fonction de leur compétences et de leur apport. Je ne dis pas qu'on a trouvé la formule miracle, mais un jeune apprenti qui a été bien encadré est mieux préparé au monde du travail qu'une personne du même âge qui sort de l'université.

Guénat: Oui, l'apprentissage est utilisé comme dernier ressort. **Une des conséquences positives de cette crise sera de ramener les gens sur terre,** de leur permettre de réaliser qu'il n'y a pas de «mauvais» métiers.

Delarive: Pour revenir à votre étude, il est crucial de savoir anticiper. On doit être très attentif à deux types de consommateurs: aux employés des banques, dont la masse salariale – et pas uniquement côté bonus – sera sous pression, avec un possible effet domino sur la consommation. Et aux employés des multinationales établies en Suisse. Si les Américains adoptent une politique protectionniste, ils vont tout faire pour que les sièges des multinationales soient rapatriés.

Jacot: Vrai. Ces situations sont à surveiller. Mais je crois qu'on doit aussi adresser un autre message aux autorités politiques: **il faut commencer à promouvoir les entreprises endogènes au moins autant qu'on aide les entreprises exogènes.** Les services de promotion économique déploient une grande énergie, de la créativité et de nombreuses ressources – fiscales, procédurières – pour attirer les entreprises étrangères. Il faut aussi aider les entrepreneurs locaux.



Mure: Dans notre canton, les autorités économiques ont pris l'excellente initiative de s'approcher des entreprises pour chercher avec elles des solutions à la crise. Mais au-delà des plans de relance cantonaux, si efficaces soient-ils, il faut impérativement simplifier et accélérer les procédures et les décisions.

Delarive: Oui, absolument. On devrait en cas de crise prendre des décisions qui permettent aux entreprises d'avancer. Y compris des choses toutes simples. L'Etat pourrait par exemple résoudre la crise du logement en permettant de construire plus en hauteur. Ou intervenir dans la question des oppositions aux permis de construction, qui sont beaucoup trop simples et souvent engagées uniquement pour être monnayées. **L'Etat a les moyens de faire beaucoup de choses sans rien dépenser.**

Phillot: D'accord, mais il ne faut pas oublier que, en fait, l'Etat, c'est nous tous. Pendant trop longtemps, beaucoup trop de personnes dans l'économie privée se sont désintéressées de l'Etat et de la politique. A Fribourg, mon canton, les relations entre politique et économie se sont beaucoup améliorées; il est nécessaire de collaborer avec les autorités politiques et administratives.

Guénat: En tant que Romand, ma grande crainte est l'influence que la situation française a sur nous. La France traverse une crise sociale. Ici, il existe encore une grande compréhension entre syndicats et milieux économiques. Mais je sens une forte pression du côté syndical, par exemple pour verrouiller les salaires – ce qui serait grave.

Ducrey: L'enjeu de cette crise est le risque de polarisation. On voit que l'on peut mobiliser des quantités d'argent phénoménales pour aider des banques. Mais dans beaucoup de pays il y a des gens qui n'arrivent plus à tourner. Il y a clairement un risque de révolte dans la population. On le voit bien en France quand les patrons d'entreprise sont pris en otage: c'est une situation qu'on pourrait qualifier de préévolutionnaire.

Jacot: Une mesure importante serait la redéfinition de l'échelle des salaires. Une différence salariale raisonnable était à la base de la stabilité de la Suisse. Puis on s'est américanisés. Nous devons désaméricaniser l'échelle des salaires. Et changer le rapport entre la Bourse et le fonctionnement de l'entreprise. Il faut que la Bourse soit au service de l'entreprise et non pas le contraire. Il n'y a que le gouvernement, l'instance régulatrice, qui puisse changer ça.

Phillot: Et puis, laissez-moi le dire, il faut que nous, les Suisses, on devienne plus combatifs.

Mure: L'économie suisse gagne 1 franc sur 2 à l'exportation. **Conserver la compétitivité internationale et la réputation du «Swiss made»** est donc un objectif fondamental.

Delarive: Il faut qu'on soit très attentifs et réactifs. La Suisse nous permet de l'être.

(Propos recueillis le 2 avril 2009)

Les exportations romandes

La Suisse romande, championne de l'exportation!

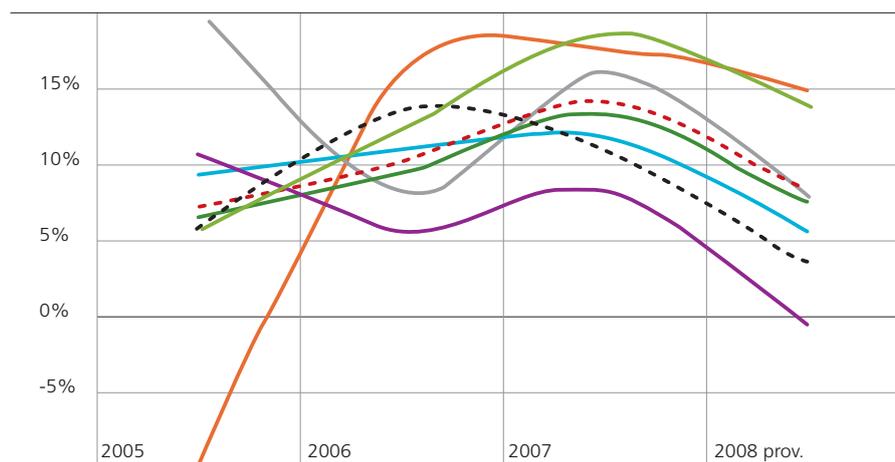
En 2008, la Suisse romande a exporté pour CHF 50,24 milliards de marchandises vers l'étranger. C'est 23% des exportations suisses l'an passé, soit une part comparable à celle de la population romande ou de la valeur ajoutée romande en Suisse. Les exportations de produits de Suisse romande ont progressé de 8,6% par rapport à 2007, soit près du double de la moyenne nationale (+4,9%). En termes absolus, Genève est le troisième canton exportateur de Suisse, derrière Bâle Ville et Zurich, avec un montant de CHF 16,6 milliards de marchandises exportées. Les taux annuels de progression des exportations cantonales sont impressionnants. Sur les quatre dernières années, les exportations ont augmenté à un rythme moyen annuel de 10,3%, soit un point de pourcentage de plus que la moyenne nationale. Tous les cantons sont au diapason, sauf Jura et Vaud qui dépassent cette moyenne avec des taux respectifs de 13% et 13,4%: c'est la vitalité des exportations horlogères! Le Valais est légèrement en retrait avec un taux moyen annuel d'exportations de 6,5%, l'année 2008 ayant été stable par rapport à 2007.

Evolution comparée des exportations de Suisse, Suisse romande et des cantons romands

- - - - Suisse
 - - - - Suisse romande
 - Fribourg
 - Genève
 - Jura
 - Neuchâtel
 - Valais
 - Vaud

(Source: Administration fédérale des douanes)

Note: taux de croissance annuels



Neuchâtel, champion des exportations romandes

En 2007, dernière statistique disponible, les cantons de Neuchâtel et de Genève arrivaient en troisième et quatrième positions au niveau suisse en termes de valeurs de marchandises exportées par habitant derrière ceux de Bâle-Ville et de Zoug. Mais les niveaux atteints par ces deux cantons sont impressionnants aux niveaux suisse et romand: en 2008, l'économie neuchâteloise a ainsi exporté en valeur et par habitant quasiment deux fois plus que la Suisse! De plus, le rythme du développement de ses exportations par habitant a été de 14%. Tant pour ce canton que pour Genève, l'importance des exportations par habitant prouve celle de la substance industrielle de ces cantons. Un commentaire qui est aussi valable, mais à un moindre degré pour les cantons de Fribourg, de Vaud et du Jura. Les exportations valaisannes par habitant restent nettement en deçà des valeurs des autres cantons. Ceci s'explique aisément: hormis la branche chimique, ce canton exporte des services, en l'occurrence des services touristiques, qui ne sont pas comptabilisés par l'administration fédérale des douanes.

Exportations par habitant

(classement selon les données 2008)

(Source: Administration fédérale des douanes)

	Exportations/hbt (Fr.) 2007	Exportations/hbt (Fr.) 2008
Neuchâtel	48 104	55 064
Genève	35 182	37 347
Fribourg	27 604	28 681
Vaud	17 475	18 470
Jura	15 539	17 641
Valais	8 611	8 477
Suisse romande	24 194	25 817
Suisse	27 162	28 487

Le PIB romand en comparaison suisse et européenne

Une Suisse plus sereine

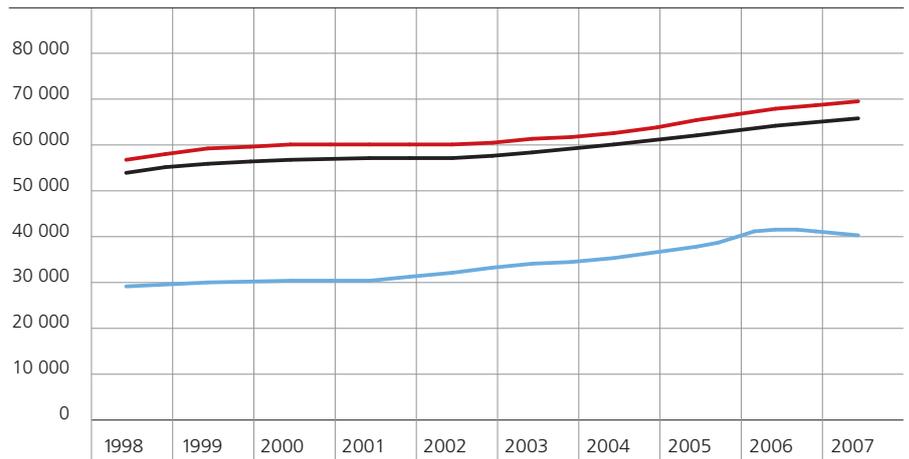
Face à l'Europe des 27, la Suisse et la Suisse romande font bonne figure. En termes de valeur ajoutée par habitant, on s'aperçoit que la Suisse et la Suisse romande ont progressé ces dix dernières années – depuis l'introduction en 1999 de l'Euro – quasiment en phase avec leurs voisins.

Quand on analyse cette progression en termes de taux de croissance, force est de constater que celle de la Suisse et de la Suisse romande est nettement plus régulière. Surtout, leur rythme de progression reste beaucoup plus stable dès qu'un ralentissement conjoncturel apparaît en 2008.

Evolution comparée du PIB/habitant

— Suisse
— Suisse romande
— UE27

Sources: Seco, BNS, OFS, Créa, Eurostat
(PIB UE 27 aux prix courants)

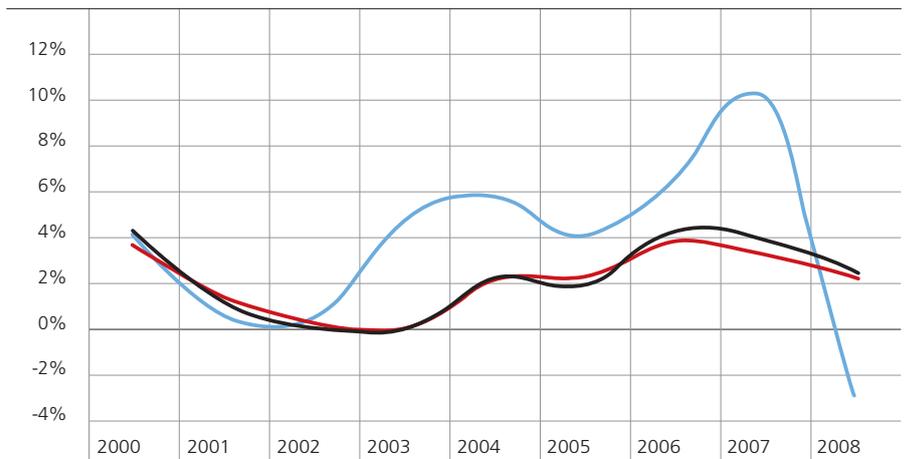


Croissance du PIB par habitant (en francs)

— Suisse
— Suisse romande
— UE27

Sources: Seco, BNS, OFS, Créa, Eurostat

*Note: La forte progression du PIB par habitant de l'UE 27 entre 2006 et 2007 s'explique notamment par l'appréciation du taux de change CHF/Euro.



Méthodologie d'estimation du PIB romand

L'approche employée est top-down: les valeurs nationales sont désagrégées selon des clés de répartition appropriées. L'hypothèse est que, pour une branche d'activité donnée, la valeur ajoutée unitaire par heure de travail (VAU) est environ la même partout en Suisse. Cette hypothèse d'uniformité intercantonale de la VAU par branche est une hypothèse forte. C'est pourquoi, pour chaque branche, les VAU sont ajustées en tenant compte des différences intercantionales des salaires.

Le calcul de la VAU fait appel à des données sur l'emploi en équivalent plein-temps (EPT) par branche, pour la Suisse et pour chaque canton. Il fait appel aussi à la valeur ajoutée (VA) par branche, pour la Suisse, et aux salaires par branche et par canton. En combinant les données des recensements des entreprises avec les données STATEM des statistiques sur l'emploi, on dérive des estimations sur l'emploi EPT par branche, par canton et par trimestre. Ces données sont transformées pour respecter les contraintes d'égalité avec les statistiques de l'OFS en utilisant des techniques de transformation qui assurent que les données transformées sont aussi proches que possible des données de départ, tout en assurant une compatibilité totale avec les données publiées par l'OFS.

Pour chaque branche, la VAU est obtenue en divisant la valeur ajoutée nationale par l'emploi EPT national. Puisque le regroupement des branches n'est pas exactement le même pour les statistiques sur l'emploi et celles sur la VA, cela implique un travail d'agrégation/désagrégation. Pour toutes les branches, la VAU cantonale est ajustée à la hausse ou à la baisse selon le rapport entre le salaire moyen cantonal et le salaire moyen national par branche. Lorsque les salaires cantonaux ne sont pas disponibles, ils sont dérivés à partir des salaires régionaux et du niveau de qualification de la population cantonale. Pour chaque branche, une fois la VAU ajustée obtenue, il ne reste plus qu'à la multiplier par l'emploi EPT. Le résultat est une estimation de la VA de la branche. L'addition des VA donne la VA totale cantonale. Des ajustements sont prévus pour intégrer la valeur locative des logements occupés par leurs propriétaires, qui est un service dont la valeur est comprise dans le PIB. Ces estimations sont encore expérimentales et peuvent être l'objet de réadaptations.

Méthodologie d'estimation de la prévision du PIB romand

Les prévisions cantonales et par branches sont obtenues en partant de l'hypothèse que, pour chaque branche, le taux de croissance trimestrielle de la valeur ajoutée (réelle) peut s'écarter de sa valeur de long terme en fonction du contexte économique national et étranger. L'évolution attendue de ce dernier est appréciée par une palette de données publiées par les Secrétariat à l'économie, le FMI et l'OCDE portant sur la croissance prévue du PIB de Suisse, de l'Union Européenne, des Etats-Unis et de Chine, sur le prix du pétrole, sur la valeur externe du franc suisse, sur le niveau des taux d'intérêt, etc. Le modèle est calibré économétriquement sur la base des données historiques. Les prévisions sont calculées pour quarante-deux branches et pour chacun des six cantons romands, et cela pour chaque trimestre de 2009 et 2010, avant d'être agrégées au niveau souhaité pour la publication. Étant donné l'extrême incertitude qui règne actuellement quant à l'évolution du contexte économique des prochains semestres et quant à l'efficacité des divers plans nationaux de relance, les prévisions présentées ici doivent être interprétées avec une grande prudence.

Impressum

Cette étude a été réalisée conjointement par:

- Paul Coudret, conseiller économique, BCV (coordination)
- Bruno Giussani, producteur, Forum des 100/L'Hebdo (coordination)
- Giorgio Ardia, secrétaire général, Banque Cantonale Neuchâteloise
- Christian Jacot-Descombes, porte-parole de la BCV
- Anne Maillard Magnin, responsable de la communication, Banque Cantonale de Fribourg
- Délia Nilles, directrice-adjointe, Créa
- Patrick Oberli, rédacteur en chef adjoint, L'Hebdo
- Jean-Yves Pannatier, responsable de la communication, Banque Cantonale du Valais
- Nicolas de Saussure, responsable Communication et Relations investisseurs, BCGE
- Claudio Sfreddo, chef de projet à l'Institut Créa de macroéconomie appliquée, Université de Lausanne
- Serge Voisard, responsable de la communication, Banque Cantonale du Jura

Conception graphique:

- Demian Conrad Design, Lausanne

Photographie:

- Thierry Porchet

© mai 2009, Banques cantonales romandes et Forum des 100

La force économique de la Suisse romande en six points

- En 2008, le PIB de la Suisse romande a été de 127 milliards de francs
- En 2008, le PIB de la Suisse romande a augmenté de 1,8% en termes réels
- En 2008, le PIB de la Suisse romande a représenté 24% du PIB suisse
- En 2008, les exportations romandes ont représenté 23% du total des exportations suisses
- En 2009, la Suisse romande vivra aussi la crise économique mais moins que la Suisse
- En 2010, la Suisse romande devrait mieux rebondir que la Suisse

La version électronique de ce rapport peut être
téléchargée depuis les sites web suivants:

www.bcf.ch
www.bcvs.ch
www.bcj.ch
www.bcn.ch
www.bcge.ch
www.bcv.ch
www.hec.unil.ch/crea
www.forumdes100.com